

M. Nystrom: D'accord!

M. Trudeau: ... et les conservateurs prennent un jour des néo-démocrates ...

M. Nielsen: C'est d'accord!

M. Trudeau: ... cèdent également un jour qui leur est alloué pour la tenue d'un débat sérieux et qui en vaudrait la peine. Je crois que le député devrait plutôt poser sa question à son propre chef.

DEMANDE DE PRÉCISIONS SUR LE DÉBAT

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, je pose mes questions au premier ministre qui, à titre de chef du gouvernement, doit présenter à la Chambre le programme du gouvernement au sujet des affaires étrangères et de la question Nord-Sud. Je lui demande plus précisément si un débat sur les affaires étrangères aura lieu à la Chambre à condition que les partis renoncent à un des jours qui leur sont réservés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, il n'y a pas de condition. Je veux simplement souligner que le parti auquel le député appartient n'est pas en faveur d'un débat de ce genre; son parti, il s'en souviendra, était dirigé par un ministre des Affaires extérieures qui déclarait être disposée à partager davantage avec les pays du Sud au moment même où le ministre des Finances de ce gouvernement dirait qu'il n'accorderait pas un sou de plus aux pays du tiers monde. Ils ne peuvent s'entendre, madame le Président.

M. Crosbie: C'est faux, tout à fait faux.

M. Trudeau: Tant qu'ils n'y parviendront pas, nous ne pouvons guère montrer la voie aux Canadiens, comme les députés de ce côté-ci voudraient le faire.

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous exagérez comme d'habitude.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA RÉVISION DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le 26 mai 1981, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré ce qui suit au comité sénatorial permanent des finances nationales: «Je ne pense pas qu'il soit réaliste de supposer qu'une économie comme la nôtre puisse bien fonctionner dans ce genre de conjoncture. Une inflation à la hausse, a-t-il dit, c'est la clé du marasme, non de la prospérité.»

Étant donné que les taux d'intérêt continuent à augmenter, que la valeur du dollar canadien continue à baisser et qu'un refus de faire face à l'inflation ne fera qu'aggraver nos autres problèmes économiques, le ministre a-t-il songé à demander à tous les ministres et sous-ministres de revoir le programme de

Questions orales

dépenses de leur ministère dans l'espoir de trouver des secteurs où l'on peut réduire les dépenses afin de faire baisser le déficit sans faire de tort à ceux qui ont vraiment besoin d'aide?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai dit dans l'exposé budgétaire d'octobre dernier que la contraction des dépenses constituait l'un des éléments clés du programme financier du gouvernement. Dans le cadre de ce programme, nous nous sommes engagés à faire en sorte que l'augmentation des dépenses gouvernementales ne dépasse pas le taux de croissance économique. Il s'agit d'un effort à long terme pour restreindre les dépenses, mais vu la situation actuelle et vu qu'il y aura bientôt un nouveau budget, le président du Conseil du Trésor, de concert avec ses fonctionnaires et les miens, examinera certainement tous les moyens possibles de réduire davantage les dépenses.

LA POLITIQUE FISCALE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Je voudrais poser une question supplémentaire, madame le Président. Le ministre le sait pertinemment, rien n'encourage autant l'inflation que l'indifférence manifestée à son égard. L'histoire recèle de nombreux exemples de pays qui ont cherché à juguler une inflation de 20, 100 et même 1,000 p. 100. Ces pays ont fini par y réussir, mais leur entreprise a été des plus difficiles.

Étant donné que dans certains cas d'inflation extrême, des gouvernements démocratiques ont été immolés dans le processus, à quel point que l'actuelle spirale inflationniste le gouvernement compte-t-il annoncer une nouvelle politique fiscale destinée à réduire son déficit?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme nous l'avons expliqué dans le budget, nous avons prévu de compiler par étape l'importance du déficit.

● (1450)

Dans les observations que j'ai faites vers la fin de la semaine dernière et auxquelles a fait allusion le député de Winnipeg ...

M. Knowles: Vous voulez dire contre lesquelles il a trouvé à redire!

M. MacEachen: ... j'ai insisté plutôt longuement sur l'importance qu'il y avait à réduire le déficit dans le cadre d'un effort global visant à freiner l'inflation. Le député a rappelé d'un ton approuvateur les observations prononcées devant le comité sénatorial permanent par le gouverneur de la Banque du Canada, lequel suit en ce moment une politique monétaire anti-inflationniste. Je suppose que le député souscrit tout à fait à cette politique au même titre que son collègue de Saint-Jean-Ouest qui, dans une entrevue fort intéressante accordée en fin de semaine, prétendait y souscrire pleinement.